

Jeudi 21 août, une délégation d'agents du SIP de Suresnes accompagnée par des représentants de la section CGT a été reçue par la direction. La délégation a remis la pétition signée par 25 agents qui, faisant état du déficit de 4 agents C au 1^{er} septembre demande le pourvoi le plus rapidement possible de tous les postes vacants. La pétition rappelait que depuis 2009 l'état des effectifs n'a cessé de se dégrader. Dans les secteurs Belvédère et Quais de Seine le nombre d'agents est passé de 8 à 5.

La direction s'est déclarée consciente du sous-effectif. Elle a indiqué qu'un agent ALD était affecté sur le SIP et que deux EDRA renforceraient le service à compter de septembre pour une période d'un mois. La direction attend des arrivées d'agents C stagiaires (date d'effet octobre, arrivée effective mi-novembre) dans le cadre de l'appel de 907 agents supplémentaires sur les listes complémentaires. L'an dernier, dans un contexte comparable, la direction avait bénéficié d'un apport compris entre 50 et 60 agents. La direction a également évoqué une réorganisation des secteurs pour « équilibrer » les charges (rattachement du secteur Grande Arche au secteur Quais de Seine).

La délégation a mis l'accent sur la gravité du déficit qui met en cause le bon fonctionnement du SIP. Elle a fait remarquer que les restructurations des secteurs, qui aboutissent à répartir différemment la pénurie en personnel n'étaient pas la solution mais qu'il fallait pourvoir les postes vacants et arrêter les suppressions d'emplois. Elle a fait part de son inquiétude quant à la tenue des objectifs de traitement du contentieux et du gracieux et l'accomplissement des missions d'accueil d'ici la fin de l'année. Elle a fait remarquer que les nouveaux agents ne seraient pas immédiatement opérationnels et nécessiteraient un effort de formation important de la part des collègues plus anciens. La délégation a renouvelé sa demande : pourvoi de tous les postes vacants et garantie par la direction du niveau de renfort jusqu'à la fin de l'année.

La direction a répondu qu'elle suivrait de manière très attentive la situation du SIP et que les besoins du service seraient traités prioritairement comme d'autres services connaissant une situation comparable.

La délégation a signalé l'augmentation des charges (livraison de 600 logements en 2013, des problèmes d'adressage des avis dans les nouvelles rues).

La délégation prend acte des réponses et engagements pris par la direction et appelle les collègues à faire remonter tous les problèmes et à poursuivre la mobilisation pour que tous les postes soient pourvus.